

**DÉVELOPPEMENT
EN TERRE COUTUMIÈRE
EN NOUVELLE-CALÉDONIE**



ZODEP
Zone de développement prioritaire

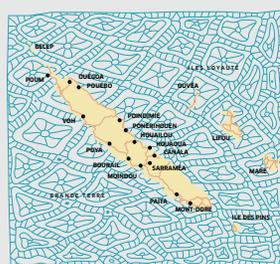
IMPLANTATION DES ZODEP



ZODEP DÉJÀ ENGAGÉ SUR 20 COMMUNES

BELEP / BOURAIL / CANALA / HOUAILOU / ILE DES PINS / KOUAOUA / LIFOU / MARE / MOINDOU /
MONT-DORE / OUVEA / OUEGOA / PAITA / POINDIMIE / PONERIHOUEN / POUÉBO / POUM /
POYA / SARRAMÉA / VOH





SOMMAIRE

Zodep, une réalité en marche	4
Concept Zodep	5
Axes Zodep	6
Développement durable et Océania meetings	7
Economie bleue et verte	8
Habitat océanien	9
Des infrastructures au service de tous	10
De la formation à l'insertion	11



ZODEP

UNE RÉALITÉ EN MARCHÉ

La Nouvelle-Calédonie rassemble sur son territoire de nombreux instituts de recherche et autres organismes internationaux travaillant sur le contexte désormais mondial, des dérèglements climatiques auxquelles sont exposés les peuples de l'Océanie. Paramètres incontournables, toute notion de développement passe désormais par la valorisation et la préservation de notre exceptionnelle biodiversité. Ainsi, pour préparer et sensibiliser à cette transition, en matière d'environnement, de coopération ou encore d'aménagement : les programmes et dispositifs « Un arbre un jour une vie », le sommet Oceania Meetings ou encore ZODEP ont comme dénominateur commun, le développement.

La Nouvelle-Calédonie a su conserver ses savoirs traditionnels.

Il nous faut aujourd'hui les préserver, les transmettre et développer ces connaissances, en particulier avec les détenteurs que sont nos coutumiers et le milieu associatif très actif en milieu culturel notamment (conservatoire de l'igname, jardins d'aires, formations communautaires...)

Il y a donc en Nouvelle-Calédonie une toile de compétences qui s'est tissée depuis une dizaine d'années, prête à s'engager à l'échelle régionale pour relever ces défis planétaires.

Les dispositions fiscales sont très attendues et doivent permettre de compléter et dynamiser cette démarche. durable.



St Louis : signature de l'acte coutumier



Houaïlou : signature de l'acte coutumier





LES ZODEP

ZONE DE DÉVELOPPEMENT PRIORITAIRE ET PARTICULIÈREMENT EN TERRE COUTUMIÈRE

En Nouvelle-Calédonie, le foncier coutumier représente plus de 490 000 hectares de terres soit 26% de la surface totale des 1 850 000 hectares du pays. Le potentiel de développement sur ces terres est une opportunité réelle, avec une prise en compte des valeurs et des souhaits des populations concernées. Ce développement pourra être une véritable passerelle pour faciliter le rééquilibrage tant attendu de façon harmonieuse.

Ainsi le concept innovant des Zodep, zone de développements prioritaires prend tout son sens. Il s'agit de définir des zones sur lesquelles un effort particulier d'accompagnement et d'appui va être porté, prioritairement sur terres coutumières. L'appropriation du dispositif par les populations est un facteur essentiel pour la réussite de ce dispositif.

Des moyens financiers tels que le fonds de garantie sont déjà mis en place. Des mesures fiscales sont prévues (art.2 de la délibération n°194 du 05/032012).

Ainsi pour relever les enjeux majeurs du rééquilibrage au niveau social, économique, ethnique et culturel, la mobilisation de tous (collectivités, stés civiles et coutumières) est fondamentale.

Ainsi le développement et la promotion des zones de développement prioritaires sur terres coutumières tant pour les particuliers (ménages) que pour les entreprises (stes, administration, associations...) favorisera l'ancrage des différentes populations de façon équilibrée et harmonieuse.

Aujourd'hui le concept des ZODEP est une réalité.

Après plusieurs années de discussions, la première zodep de Ponérihouen a vu le jour.

Les contrats de développement état/gouvernement doivent permettre le développement de ces zones à travers ses 4 axes :

- L'habitat
- Le développement économique
- Les valeurs de la terre
- Les infrastructures publiques

4 AXES

POUR UN DÉVELOPPEMENT
HARMONIEUX



L'HABITAT INDIVIDUEL ET COLLECTIF

Un logement pour tous

- Viabiliser des terres pour des logements individuels et collectifs.
- Favoriser le concept d'un habitat océanien

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Une économie au service de sa population

Économie bleue ou verte (production, transformation, commercialisation)

Selon la spécificité des zones de développement prioritaire, la sylviculture, les fermes d'élevage d'holothuries ou d'autres projets économiques seront créés.

L'IMPLANTATION D'INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

Une gouvernance au cœur des réalités : accompagnement et soutien des collectivités à la dynamique économique dans la zodep

Création d'écoles, de cantines, de plateaux sportifs et culturels...

LA VALORISATION DU TERRITOIRE

il s'agit d'organiser et de structurer les filières de l'économie bleue et l'économie verte.

- De la terre passion à la terre de production

La terre est nourricière, elle doit permettre à la population de subvenir à ses besoins. Maraichage, élevage, jardin thérapeutique ...

- De la mer loisir à la mer de production :

recherche, production, transformation, commercialisation



DÉVELOPPEMENT DURABLE ET OCEANIA MEETINGS

UNE POLITIQUE COMMUNE À L'ÉCHELLE DE L'OCÉANIE

En matière d'ENVIRONNEMENT, grâce, d'une part aux programmes de sauvegarde de la Forêt Sèche, de revégétalisation de mines orphelines ou de zones incendiées, la Nouvelle-Calédonie dispose d'une expertise reconnue en terme de revégétalisation. Elle peut compter, d'autre part, sur la mobilisation d'ONG comme le WWF, CI et de nombreuses associations environnementales locales réparties sur son territoire.

Les objectifs sont :

- la structuration des filières plantations, semences, jeunes plants, essences ;
- la protection et la valorisation des espèces endémiques ;
- la revégétalisation de mines orphelines ;
- la revégétalisation de zones incendiées ;
- la consolidation des versants pour une meilleure gestion des eaux de pluies.



Cérémonie coutumière pour l'ouverture de la 4ème édition d'Oceania Meeting, avril 2016



Délégation des pays invités lors d'Oceania Meeting, avril 2016



Avec un environnement sanitaire favorable et un produit de qualité reconnue – plusieurs médailles au concours général agricole de Paris – les professionnels de l'apiculture calédonienne sont confiants en l'avenir de leur filière et envisagent son développement notamment par l'ouverture de marchés à l'exportation.

⌄ Reconsidérer
la vie avant
le profit ⌄



L'ÉCONOMIE BLEUE / L'ÉCONOMIE VERTE



*Pêche de la coquille Saint-Jacques
en Province nord*

En matière d'ÉCONOMIE BLEUE ÉCONOMIE VERTE, la promotion d'une économie verte dans un cadre de développement citoyen durable est engagée.

Nos objectifs sont conçus pour favoriser le développement vertical et horizontal d'une véritable filière économique, génératrice d'insertion et de qualification professionnelle, d'emplois et de valeur ajoutée. Ils doivent nous permettre de fixer les populations rurales et créer la richesse pour les générations futures. C'est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources. C'est donc une utilisation rationnelle des ressources en totale inclusion sociale.



Ferme d'holothurie sur Boulouparis



Les filières économiques envisagées sont :

- la sylviculture pour la valorisation commerciale des espèces locales. Les débouchés visés sont le bois d'œuvre, le bois d'ébénisterie, les espèces semi-précieuses
- la pharmacopée par la valorisation des plantes médicinales, structurée pour protéger les propriétaires et les savoirs traditionnels
- les plantes aromatiques par le renforcement de la filière notamment dans les îles Loyauté
- Les agrumes et les arbres fruitiers pour satisfaire la consommation intérieure et développer l'exportation
- La biomasse et les bois d'énergie (arbres mais aussi coprah et Jatropha) pour développer les énergies renouvelables
- Les pépinières de toutes tailles et de toutes essences
- La filière mellifère
- La création d'une technopole d'entreprises innovantes
- Le développement de l'écotourisme



HABITAT OCÉANIEN

DES MATÉRIAUX PRODUITS
ET TRAVAILLÉS LOCALEMENT



Paille, torchis, bois de pinus, fibre de cocos, feuilles de cocotier tressées, la nature nous apporte tous les matériaux nécessaires à la construction de notre habitat.

Aujourd'hui, le constat est une perte d'identité mélanésienne dans le paysage urbain, un oubli des savoir-faire traditionnels dans la construction, un monopole des matériaux importés et un recours quasi-systématique à des formes standardisées du modèle européen.

Les principes de développement à l'occidental emmènent vers une modernisation qui ont modifié les modes de vie, dans son organisation sociale et spatiale. Il s'est opéré plus globalement, une modification radicale du paysage construit, sans identité architecturale propre à la Mélanésie, à l'Océanie. Le chantier «Habitat océanien» doit servir avec la collaboration des acteurs de l'immobilier à formaliser un modèle d'Habitat plus conforme à l'identité océanienne.



DES INFRASTRUCTURES : UNE GOUVERNANCE AU CŒUR DES RÉALITÉS

UN ACCOMPAGNEMENT ET UN SOUTIEN
DES COLLECTIVITÉS À LA DYNAMIQUE
ÉCONOMIQUE DANS LA ZODEP



*Lycée
de Pouembout*



*Maison de l'enfance
Koné*



*Ecole maternelle
de Voh*



*Base nautique
de Foué*



DE LA FORMATION À L'INSERTION

FORMATION, INSERTION, RÉINSERTION

Transmission du savoir, formation

L'aspect pédagogique de ce projet est majeur et doit favoriser la prise de conscience de la population, particulièrement des jeunes et des acteurs économiques calédoniens, de l'impérieuse nécessité de préserver l'exceptionnelle biodiversité de leur pays, tout en développant l'activité économique dans le respect de tous.

Les savoirs traditionnels en termes de flore et d'agriculture sont très importants en Nouvelle-Calédonie mais ont tendance à se perdre auprès de la jeune génération.

Les tribus et villages se dépeuplent par un exode vers la ville qui contribue à la perte de transmission des savoirs traditionnels.

Les scientifiques l'ont bien compris et travaillent avec les « anciens », dépositaires des savoirs de leur clan en termes de gestion de la ressource naturelle. Aujourd'hui, la science la plus pointue et la tradition peuvent ainsi travailler ensemble plutôt que s'opposer. Plantes médicinales, essences rares : le savoir



se perd, préserver cette dimension est aussi l'un des objectifs de ce projet.

Précurseur, ce dispositif prépare la jeunesse au changement de l'économie qui s'annonce et dont les moteurs seront l'innovation et l'environnement.

ZODEP, UNE SOLUTION À LA RÉINSERTION

90% de la population carcérale du centre pénitencier de Nouméa est composé de Kanak. Près de 60% de la population carcérale Kanak est composé de récidivistes. 9 enfants Kanak sur 10 qui naissent sont susceptibles de passer par la « case » prison.

Si l'Administration pénitentiaire de par la taille du Territoire et son insularité, n'est pas autant grévé par les logiques de marché des grands pays, les problématiques d'ordre public relatif au retour de ces individus au sein de la société, demeurent néanmoins une réalité. S'engager au sein de terres coutumières sur des politiques d'insertion et de réinsertion, c'est d'abord bénéficier de leviers traditionnels exclusifs à cet effet puisque les politiques envisagées, assises sur les réalités coutumières, sont ancrées sur des « garanties » fondamentales, foncières et culturelles.

Les projets de réinsertion en ZODEP participent

d'une conception de l'administration pénitentiaire tenant compte des spécificités socio-culturelles de cette surreprésentation Kanak au sein de l'institution carcérale et mettant l'accent sur les logiques d'alternatives à l'incarcération, il s'agit moins d'ingénierie sociale que de ré-ancrer une jeunesse dans des fondamentaux culturels qui leur font désormais défaut.

Réinsérer en ZODEP, c'est **composer** avec une réalité exclusive économique, c'est **proposer** une réflexion majeure sur l'impact des phénomènes de globalisation et mondialisation en termes socio-culturelles. C'est **acter** sur le volet pénitentiaire, des diagnostics spécifiques en matière de réinsertion et **assumer** les logiques d'alternatives à l'incarcération, plus en adéquation avec l'actualité socio juridique du territoire.





CONTACT

Soumynie KARTADIWIRJA

Email : soumynie.kartadiwirja@gouv.nc

Tél : +687 24 65 45

